

Islande

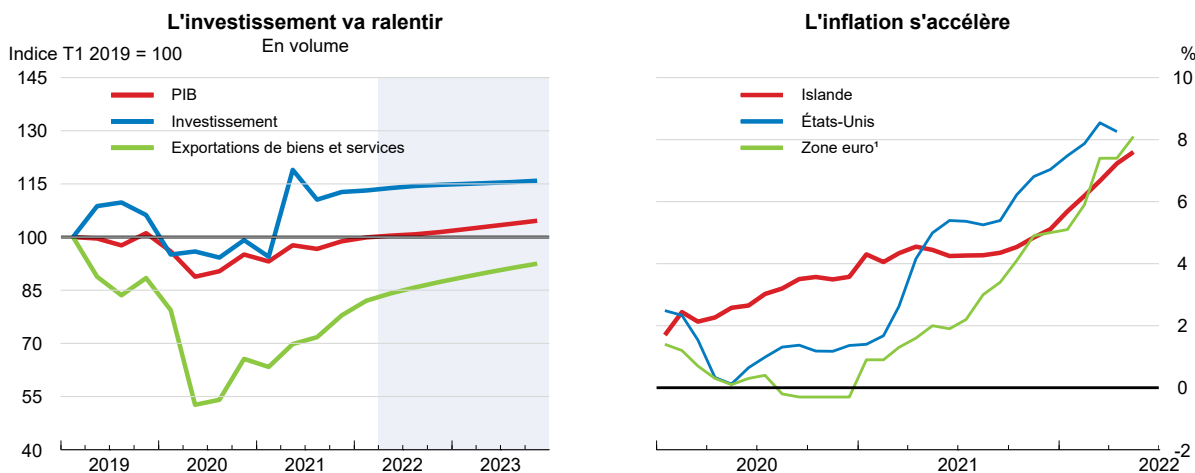
L'économie devrait croître au rythme de 4.2 % en 2022 puis de 2.8 % en 2023, sous l'effet du dynamisme des exportations de biens et de services. La consommation des ménages ralentira au cours de l'année 2023 puisque la croissance des salaires réels devrait se modérer. La dégradation des conditions financières et l'incertitude liée aux conséquences de la guerre en Ukraine devrait peser sur l'investissement des entreprises, mais l'investissement en logements devrait rester solide. Le chômage continuera à reculer légèrement, pour s'établir à environ 4.5 % à la fin de 2023.

Début mai, la banque centrale a relevé son taux directeur à 3.75 %, soit la sixième hausse en un an, sachant que l'inflation s'accélère et que les anticipations à long terme s'inscrivent en hausse. Elle devrait continuer à relever les taux d'intérêt en cas de persistance des tensions inflationnistes. La politique budgétaire sera restrictive, comme prévu par les autorités, ce qui est une bonne chose. La réforme de la réglementation dans le secteur de l'énergie pourrait contribuer à maintenir un approvisionnement énergétique durable, fiable et résilient.

L'économie est sortie de la crise

L'économie islandaise est parvenue à sortir de la crise du COVID-19. Toutefois, les effets de la guerre en Ukraine se dessinent, même si les échanges commerciaux avec la Russie et l'Ukraine sont négligeables. Les exportations de biens et services demeurent dynamiques, surtout le tourisme, qui profite de la suppression de pratiquement toutes les mesures de restriction. L'investissement des entreprises ralentit dans le contexte de la montée de l'incertitude, du recul de la confiance et de la dégradation des conditions financières. La consommation des ménages reste vigoureuse après de fortes augmentations des salaires. Le taux de chômage s'établit à environ 5 %, et les pénuries de main-d'œuvre sont devenues plus visibles. À la fin du mois d'avril, quelque 2 000 réfugiés ukrainiens (ce qui équivaut à environ 0.7 % de la population islandaise) avaient obtenu l'asile, dont un accès immédiat au marché du travail, aux services publics et à des soins de santé gratuits.

Islande



1. Les chiffres de l'inflation pour le mois de mai 2022 sont préliminaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; Office statistique d'Islande (*Hagstofa Íslands*) ; Banque centrale européenne ; OCDE, base de données sur les indices des prix à la consommation.

Islande : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Islande						
PIB aux prix du marché	2 844.4	2.4	-7.1	4.3	4.2	2.8
Consommation privée	1 429.9	1.9	-2.9	7.6	5.4	2.4
Consommation publique	686.8	3.9	4.2	1.8	1.4	1.0
Formation brute de capital fixe	625.8	-2.4	-9.5	13.6	4.5	1.2
Demande intérieure finale	2 742.6	1.5	-2.6	7.2	4.1	1.8
Variation des stocks ¹	7.7	-0.6	0.9	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 750.3	0.8	-1.7	7.2	4.3	1.7
Exportations de biens et services	1 326.5	-4.7	-30.2	12.3	19.9	6.9
Importations de biens et services	1 232.4	-8.5	-21.6	20.3	19.0	4.0
Exportations nettes ¹	94.1	1.5	-4.8	-2.9	-0.1	1.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.5	3.6	5.8	7.0	2.6
Indice des prix à la consommation	—	3.0	2.8	4.4	6.5	3.7
IPC sous-jacent ²	—	2.9	2.9	4.4	6.0	3.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.9	6.4	6.0	4.5	4.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.5	-8.6	-8.8	-4.8	-3.1
Dette brute des administrations publiques ³	—	61.2	70.0	77.5	80.0	81.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	5.8	0.8	-2.8	-4.1	-3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est incluse.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/7kcdjr>

Les politiques macroéconomiques sont restrictives

Le durcissement de la politique monétaire se poursuit. Début mai, la banque centrale a relevé son taux directeur de 100 points de base pour le porter à 3.75 %, soit la sixième hausse depuis que le processus de normalisation a été amorcé en mai 2021. L'inflation globale s'est accélérée pour se hisser à 7.6 % en mai, sous l'impulsion de l'augmentation des prix des logements, des produits alimentaires et des matières premières. Les anticipations d'inflation à long terme s'inscrivent aussi en hausse. La couronne s'est légèrement appréciée ces derniers mois. Selon les projections, le taux directeur devrait grimper à près de 5 % d'ici à la fin de 2023, l'inflation devant reculer à environ 3 %. Le solde structurel s'améliorera de quelque 3 points de PIB par an jusqu'en 2023 d'après le plan budgétaire publié en avril, ce qui est bienvenu, sous réserve d'un surcroît de dépenses publiques pour accueillir et intégrer les réfugiés ukrainiens.

L'activité économique devrait se tempérer

L'économie devrait croître au rythme de 4.2 % en 2022 puis de 2.8 % en 2023, sous l'effet du dynamisme des exportations de biens et services. Le volant de ressources inemployées continuera de se réduire. La consommation des ménages restera vigoureuse en 2022, mais s'essouffera en 2023 du fait du ralentissement des salaires. L'investissement des entreprises reculera en raison de la dégradation des conditions financières, de l'incertitude grandissante et de l'achèvement de projets qui avaient été reportés, même si les dépenses consacrées aux navires et aux avions auront un impact positif. L'investissement en logements devrait rester soutenu grâce à la vigueur de la demande de logements. Le taux de chômage devrait baisser pour s'établir à environ 4.5 % d'ici à fin 2023. Malgré le resserrement budgétaire, la dette publique augmentera pour passer d'environ 78 % du PIB en 2021 à environ 82 % du PIB en 2023.

Une incertitude et des risques considérables entourent les projections. La consommation et l'investissement pourraient pâtir de l'incertitude prolongée entourant les retombées de la guerre ainsi que de la hausse des prix des denrées alimentaires et des matières premières. L'inflation pourrait devenir persistante. Le tourisme étranger pourrait à nouveau marquer le pas si la situation économique est plus fragile que prévu dans les pays d'origine des touristes. Des chocs nationaux comme une éruption volcanique très violente pourraient interrompre les liaisons de transport.

La viabilité énergétique peut être renforcée par certaines mesures

Comme la géothermie et l'hydroélectricité couvrent environ 90 % de la demande d'énergie, l'Islande utilise presque exclusivement des sources d'énergie intérieures, renouvelables et fiables. La faible part des combustibles fossiles dans la consommation d'énergie et l'absence de raccordement physique au réseau électrique européen protègent en grande partie l'Islande des retombées des déséquilibres sur le marché de l'énergie. Pour préserver son indépendance énergétique et faire en sorte que la reprise reste vigoureuse et durable, l'État devrait continuer à encourager la diversification énergétique, notamment en finançant des investissements dans l'énergie éolienne et en réformant le cadre réglementaire qui régit la production, le transport et la distribution de l'énergie, afin de garantir une concurrence loyale entre les fournisseurs.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f4671a7d-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.